



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 22 MAI 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Systèmes d'Information

| Nombre de Membres | | |
|-----------------------------------------|-------------|-------------------------------------------|
| Affiliés au Conseil Communautaire | En exercice | Qui ont pris part à la délibération |
| 63 | 63 | 62 |

Objet de la
délibération:
**Fibre optique - RTE
- Convention
d'exploitation**

L'an deux mille quatorze le vingt deux mai à dix huit heures, *le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.*

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Géraud, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CARZOLI Max, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LEGRAIEN Françoise, LE POULAIN Yves, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRESENTES

Alain CAYMARIS pouvoir à Jacques LECOINTE, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Grégory LOEW pouvoir à Frédéric MARCEL, Michèle PELASSY pouvoir à Claude PIANETTI, Thierry PESCE pouvoir à Malika GUELLATI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT EXCUSE:

CARRIERE Christophe

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Fabien MATRAS

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le :

21/05/2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le 21/05/2014

Les coûts de création d'un réseau Très Haut Débit sont à 80% des coûts de génie civil. La mutualisation des travaux de génie civil est une opportunité de minimiser les coûts. L'article L.49 du code des postes et communications électroniques incite les différents acteurs à coordonner le déploiement de leurs réseaux.

En 2012, la CAD a ainsi sollicité RTE (Réseau de Transport d'Electricité) pour mutualiser des travaux engagés sur la commune de Draguignan dans le cadre du projet de sécurisation électrique du Var et des Alpes-Maritimes.

Une convention a été établie entre les deux parties afin de confier à RTE la maîtrise d'ouvrage de cette opération.

Les ouvrages ont été réalisés par RTE et mis à disposition de la CAD en date du 16 septembre 2013. Cette mise à disposition a transféré à la CAD, la propriété, la garde et l'entretien des dits ouvrages et clos la mission de RTE.

Une convention d'exploitation doit dès lors être signée entre les deux parties pour :

- garantir dans le temps le respect des dispositions techniques nécessaires à la bonne cohabitation entre les ouvrages de la CAD et de RTE ;
- définir les modalités d'exploitation et d'intervention sur les ouvrages.

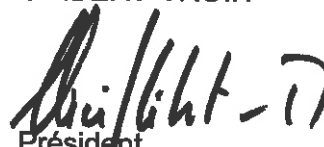
En conséquence, il est proposé aux membres du Conseil communautaire :

- d'approuver les termes de la convention jointe à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président à la signer.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 59 voix pour et 3 abstentions (AMBROSINO Franck, RUDNIK Thierry, VECCHIO Valéria) décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 22 mai 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

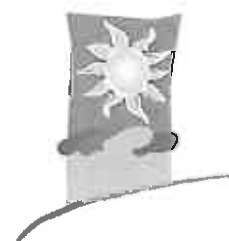
Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de l'adite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.



Réseau de transport d'électricité

COMML
AGGLOI
RACÉNOISE

Tenuis le : 10/06/2014
au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 10 mars 1902.



COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION
DRACÉNOISE

**CONVENTION POUR L'EXPLOITATION DES RESEAUX DE FIBRES OPTIQUES DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DRACENNOISE EMPRUNTANT LE TRACE DE LA
LIAISON SOUTERRAINE RTE A 225 000 VOLTS BOUTRE-TRANS**

Entre

RTE Réseau de transport d'électricité, société anonyme à conseil de surveillance et
directoire au capital de 2.132.285.690 euros, immatriculée au registre du commerce et des
sociétés de Nanterre sous le numéro 444.619.258, dont le siège social est situé Tour Initiale,
1 terrasse Bellini, TSA 41000, 92919 La Défense Cedex,

représentée par Monsieur Paul LAGARTINHO, en sa qualité de Directeur du Groupe
Maintenance Réseau Côte d'Azur, situé à Saint Isidore BP3247 06205 NICE Cedex 3,
dûment habilité à cet effet,

ci-après dénommée « RTE »,

d'une part,

et

la Communauté d'Agglomération Dracénoise, dont le siège est situé Square Mozart CS
90129 83004 Draguignan cedex,

représentée par [redacted] agissant en sa
qualité de Président dûment habilité par délibération du bureau communautaire
n° [redacted]

ci-après dénommée « la CAD »,

d'autre part.

RTE, et la CAD sont désignées également par « les Parties »

Il a été arrêté et convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 : Préambule

Dans le cadre des travaux de construction de la liaison électrique souterraine à 225 000 volts Boutre-Trans, le 5 octobre 2011, RTE a procédé à l'information prévue à l'article L. 49 du code des postes et des communications électroniques (CPCE). Le 23 novembre 2011, la CAD a fait part à RTE de son intention de profiter des travaux de réalisation de ces ouvrages électriques pour que des fourreaux destinés à recevoir des câbles à fibres optiques soient installés.

Une « Convention relative aux conditions techniques, organisationnelles et financières d'implantation de fourreaux pour câbles à fibres optiques pour le compte de la Communauté d'agglomération Dracénoise à l'occasion des travaux de construction par RTE de la liaison souterraine électrique à 225 000 volts Boutre-Trans » a été signée entre la CAD et RTE le 9 novembre 2012 à Draguignan.

Ces ouvrages ont été réalisés par RTE et mis à disposition de la CAD par courrier avec AR en date du 16 septembre 2013. Cette mise à disposition a transféré à la CAD, la propriété, la garde et l'entretien des dits ouvrages et clos la mission de RTE. La CAD est propriétaire des fourreaux et chambres de jonctions télécom.

ARTICLE 2 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- de garantir dans le temps le respect des dispositions techniques nécessaires à la bonne cohabitation entre les ouvrages de la CAD et de RTE ;
- et de définir les modalités d'exploitation et d'intervention sur les ouvrages.

L'application de la convention permettra ainsi de préserver la sécurité des personnels intervenant pour les Parties et de préserver la durée de vie des ouvrages.

ARTICLE 3 : Description des ouvrages

Les ouvrages concernés par la présente convention sont les suivants :

- la liaison électrique souterraine RTE à 225 000 volts Boutre-Trans,
- le réseau de fibres optiques de la CAD,

sur la partie en cheminement commun dans l'emprise de la liaison RTE, tel que décrit sur les plans figurant en Annexe 1 et 2.

L'emprise de la liaison RTE est définie par l'aplomb au dessus de la liaison souterraine depuis le bloc béton jusqu'à la surface.

ARTICLE 4 : Dispositions techniques

Les aménagements liés au réseau de fibres optiques de la CAD (exemples : raccordement, boîte de jonction, de dérivation, d'extrémité, raccord, branchement, réparations provisoires ou définitives...) devront être réalisés en dehors de l'emprise de la liaison HTB.

ARTICLE 5 : Modalités d'intervention – DT/DICT

Les Parties s'engagent à se prévenir mutuellement de leurs interventions et de leurs éventuelles conséquences et risques pour les ouvrages voisins en établissant des DT/DICT.

Chaque Partie répond aux DT/DICT pour ses ouvrages.

ARTICLE 6 : Modification de tracé

En cas de modification de tracé, les Parties se concerteront pour définir la solution technique. Les coûts afférant seront convenus d'un commun accord des Parties concernées au préalable des travaux.

ARTICLE 7 : Convention de passage

Chaque Partie est responsable du conventionnement de passage de ses ouvrages.

ARTICLE 8 : Date de prise d'effet et de fin de la présente convention

La présente convention prendra effet à la date de sa signature et au plus tard à la mise en service de la liaison électrique souterraine RTE à 225 000 volts Boudre-Trans. Elle prendra fin à sa mise hors exploitation définitive.

ARTICLE 9 : Correspondants

Tout échange d'informations relatives à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention devra être adressé aux correspondants figurant en annexe 0.

ARTICLE 10 : Confidentialité

Les Parties conviennent de traiter confidentiellement toutes les informations qu'elles seront amenées à se communiquer dans le cadre de leurs discussions relatives à cette convention.

ARTICLE 11 : Droit applicable et règlement des litiges

La présente convention est régie par le droit français.

En cas de contestation relative à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les Parties s'engagent à se rencontrer pour définir une solution amiable.

A cet effet, la partie demanderesse, adresse à l'autre partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une notification précisant l'objet de la contestation et la proposition d'une rencontre en vue de régler à l'amiable le litige.

A défaut d'un accord amiable à l'issue d'un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la notification susvisée, chacune des parties peut saisir le tribunal compétent.

Fait en 2 exemplaires originaux dont un pour chaque signataire,

A. _____

Le. _____

Pour RTE

Pour la CAD

Paul LAGARTINHO
